

BRAHIM SENOUCI :

trajectoires personnelles»

Ainsi, le terrain est favorable à un racisme généralisé et tout à fait déculpabilisé. D'un autre côté, les enfants des victimes de la colonisation et de l'esclavage portent la mémoire d'une souffrance qu'ils connaissent ou devinent dans le silence et le huis clos misérable d'une cité-ghetto. Il y a fort à craindre que la coexistence de mémoires fortement antagoniques ne débouche sur des drames bien plus importants que ceux qu'on a connus jusqu'à ce jour.

L'évolution de l'Algérie n'est pas meilleure. Vous décrivez longuement cette descente aux enfers desquels le pays a du mal à remonter. Quelles sont les causes, selon vous, de cette dégringolade et comment remonter ?

Hélas, vous avez parfaitement raison. L'évolution de l'Algérie est très inquiétante. Il y a une montée du désespoir, en particulier dans la jeunesse, qui peut faire craindre le pire. Beaucoup attribuent ce désespoir à des causes sociales, chômage, logement... On avance également des raisons liées à la structure du pouvoir dont l'opacité de fonctionnement conduit de plus en plus d'Algériens à se désintéresser de la politique, ce qui est toujours un très mauvais signe.

Tout cela est vrai naturellement mais me paraît insuffisant. Il me semble que ce désespoir ambiant, certes nourri par les problèmes sociaux que je viens

d'évoquer, tient aussi, peut-être, surtout à une sorte d'absence de sens. Nous aimons passer notre temps à critiquer le pouvoir mais nous n'arrivons pas à nous organiser pour tenir nos immeubles propres, constituer des associations culturelles, écologiques...

Les nations se construisent sur l'accumulation de l'Histoire. Nous nous défaisons sur le déni de l'Histoire. Des pans entiers de l'histoire de l'Algérie ont été purement et simplement occultés pour faire place à une lecture hagiographique, à la gloire des dirigeants. Personne ne croit à cette histoire enseignée dans nos écoles.

Les élèves l'apprennent parce qu'il faut bien être en mesure de répondre aux questions lors du baccalauréat par exemple. Mais ils savent qu'elle est fautive. On voudrait construire une sorte de schizophrénie nationale qu'on ne s'y prendrait pas autrement ! Plus près de nous, ce qu'on a appelé la décennie sanglante s'est soldé par la mort d'au moins 150 000 citoyens.

Dans n'importe quel pays au monde, une telle tragédie aurait débouché sur une profonde remise en cause de la structure et de la pratique politiques. Elle aurait eu des conséquences fondamentales sur le devenir du pays. Elle aurait changé le cours de l'Histoire.

En Algérie, on l'a mise entre parenthèses puis on a décrété une amnistie (mot de la même racine qu'amnésie) et on a

reconduit la même classe politique, les mêmes pratiques clientélistes ! C'est insupportable. Je pense du reste que l'émeute larvée qui sévit actuellement en Algérie, dans les stades, à Berriane, devant les sous-préfectures à l'occasion des distributions de logements est précisément une réponse à cette situation insupportable. Je crois que, pour en sortir, il va falloir un grand travail sur nous-mêmes, une catharsis à l'échelle nationale, une quête de ce qui nous constitue, de ce qui nous rassemble, sur la mémoire que nous partageons et sur notre devenir commun.

Vous vous insurgez contre cette notion de «barbares» que la propagande coloniale a accolée aux colonisés pour justifier sa propre barbarie. Quel est l'enjeu de parler encore de l'histoire ?

Quelqu'un, dont j'ai oublié le nom, disait que les meilleurs historiens sont ceux qui prévoient le passé. Boutade ? A peine.

L'Histoire n'est pas qu'une suite d'événements factuels. Elle est aussi lecture de ces événements, leur mise en perspective, l'éclairage par le contexte de l'époque, leur hiérarchisation... Elle peut être aussi, notamment surtout dans le cas qui nous occupe, instrumentalisée au service d'une entreprise particulière.

Pour l'Algérie, il fallait planter en quelque sorte le décor pour convaincre l'opinion française que les libertés qu'on prenait

avec le droit et la morale n'altéraient pas l'image de la France, porteuse du flambeau de la civilisation. On pouvait ainsi dépouiller, massacrer, enfumer les populations locales sans trahir l'idéal des Lumières.

La notion même de corps d'exception n'a pas été produite par une dictature mais par une République «éclairée». Nul besoin d'édicter des lois particulières ou de modifier la Constitution pour établir une zone de non-droit sur une vaste portion du territoire français puisque, ontologiquement, les indigènes ne pouvaient prétendre au rang de citoyens.

Le drame, c'est que cette vision ne s'est pas éteinte avec la décolonisation. Pire encore, la faillite des pays ex-colonisés a révélé à quel point cette vision a été intégrée par les indigènes eux-mêmes. Dans l'inconscient de leurs populations, la faillite des Etats après les indépendances n'a pas été mise sur le compte de l'état lamentable dans lequel la colonisation avait laissé ces pays (analphabétisme, mortalité...) mais comme une démonstration de la justesse de la vision coloniale. Il faut en sortir.

Et pour cela, il faut de toute urgence convoquer l'Histoire. Plus que jamais d'actualité, ce retour à la réalité de la société algérienne d'avant la colonisation est nécessaire. Il est tout aussi nécessaire de montrer que l'état de la société algérienne d'aujourd'hui doit beaucoup à

l'entreprise de démantèlement de cette société, menée de manière méthodique par les autorités coloniales, relayées par la majorité de leurs intellectuels, la majorité de leurs peintres et même la majorité de leurs poètes.

Votre livre est le journal d'un désenchantement. Où se situe l'espoir ?

Permettez-moi de ne pas être d'accord avec votre constat. Je ne suis pas désenchanté de l'Algérie. Il y a de nombreuses anecdotes qui parsèment ce récit et qui montrent la formidable vitalité de notre peuple, sa formidable générosité, son humour, ce quelque chose d'auguste dont il fait montre parfois.

L'Algérie est un palimpseste. Vous savez, c'est ce très vieux parchemin que les archéologues étudient de près. On y déchiffre un texte. En cherchant bien, on constate que sous ce texte, il y

en a un autre, presque effacé, quelquefois un troisième...

A première vue, l'Algérie donne une image d'anarchie, de brutalité. Pour ceux qui la connaissent bien, ils savent qu'il y a une autre image, occultée par la première, celle d'une société du partage, de l'attention aux autres, de l'abandon dans l'amitié.

L'espoir, c'est qu'ensemble, nous effaçons le premier texte, écrit avec notre sang par la soldatesque coloniale et ses affidés et partir à la découverte de l'autre texte, celui qui réunira tous les Algériens, celui qui les convaincra qu'ils ne sont pas une communauté de hasard et qu'ils peuvent fonder une communauté de destin, celui à partir duquel l'Algérie produira sa propre modernité et qui lui permettra de s'inscrire dans le concert des grandes nations.

Propos recueillis par Bachir Agour

BIO

Brahim Senouci est né à Mascara, en Algérie, en 1950. Il vit en France depuis 1994. Docteur en physique, il a enseigné à l'Université des sciences et technologies d'Oran puis à celle de Cergy-Pontoise. Il contribue à une action associative pour la «naturalisation des mémoires», notamment celles de la colonisation et de l'esclavage, dans l'imaginaire de la société française.

Stéphane Hessel est ambassadeur de France. Ancien résistant et déporté, il a participé à la rédaction de la Déclaration universelle des droits de l'Homme en 1948.